



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Plan pour une économie verte

Le Québec sur la voie d'une relance verte, estiment leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux

Des efforts supplémentaires seront nécessaires

Montréal et Québec, 16 novembre 2020 - Les leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux du G15+ accueillent le dépôt du Plan pour une économie verte (PEV), qui place le Québec sur la voie d'une relance post-pandémie axée sur d'importants investissements dans la lutte aux changements climatiques, l'électrification de l'économie, la mobilité durable et les technologies propres. Avec l'annonce la semaine dernière de l'engagement à la carboneutralité d'ici 2050 par le gouvernement, le Québec se commet davantage en matière de transition énergétique et de transformation de l'économie. Ce faisant, il répond à une volonté clairement exprimée par les Québécoises et les Québécois au cours des dernières années en faveur d'un virage vert.

Les leaders du G15+ encouragent le premier ministre à renforcer cette vision et à multiplier les moyens nécessaires afin d'atteindre nos objectifs climatiques en 2030 dans les décisions structurantes que son gouvernement prendra au cours des prochains mois. Ils encouragent également le premier ministre à intégrer plus fortement une dimension sociale à sa stratégie de relance, notamment en matière de réduction des inégalités, d'équité intergénérationnelle et de renforcement de la résilience des communautés. Ils offrent au premier ministre et au gouvernement leur entière collaboration dans la mise en œuvre du PEV et dans l'élaboration des mesures additionnelles qui suivront.

Les leaders du G15+ saluent tout particulièrement :

- L'engagement de reddition de compte et de révision annuelle des éléments du PEV. À cet effet, le G15+ souhaite que le gouvernement s'assure que le vérificateur général du Québec, appuyé par le commissaire au développement durable, ainsi que le Comité consultatif sur les changements climatiques, aient les ressources et l'expertise nécessaires pour mesurer l'efficacité et la performance de chacune des mesures et identifier des mesures supplémentaires;

- Les mesures visant l'exemplarité de l'État en matière d'électrification des transports et d'efficacité écoénergétique des bâtiments, notamment grâce à la mise en place de vitrines technologiques. À cet effet, la future Stratégie gouvernementale des marchés publics sera l'occasion d'intégrer de forts critères de performance sociaux et environnementaux dans les appels d'offres publics;
- La confirmation de l'élaboration d'une vision nationale en matière d'aménagement du territoire. À cet effet, le G15+ s'attend à ce que le gouvernement implante des mesures concrètes lors de la révision annuelle du plan de mise en œuvre;
- Le soutien à l'émergence de filières économiques vertes qui seront également créatrices d'emplois.

Les leaders du G15+ saluent les investissements majeurs dans des projets structurants de transports collectifs électriques et l'objectif d'interdire la vente des véhicules à essence en 2035. Le collectif rappelle cependant la nécessité d'assurer la cohérence de l'ensemble des projets d'infrastructure avec les objectifs nationaux de mobilité durable et de transition écologique, notamment en priorisant les investissements dans le maintien des actifs de la capacité routière plutôt que dans son développement.

Le collectif voit d'un bon œil l'intégration de la transition juste dans les principes du PEV pour accompagner les travailleuses et les travailleurs dans les transformations de l'économie, ainsi que leur communauté dans une perspective d'équité intergénérationnelle. Le collectif recommande à cet effet la mise sur pied d'un groupe de travail sur la Transition juste et des pôles régionaux de dialogue social visant la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes.

Des efforts supplémentaires seront nécessaires

Le plan de mise en œuvre 2021-2026 du PEV ne permet pas pour le moment d'atteindre la cible 2030 du Québec. Conscients de l'urgence climatique, les leaders du G15+ s'engagent à contribuer par leurs actions à l'atteinte de cette cible et, si possible, à son dépassement. Ils invitent à cet effet le gouvernement à élaborer des mesures supplémentaires et à déployer une offre de projets fondés sur des principes de financement mixte dans les projets structurants et maximiser ainsi l'effet de levier des fonds publics avec des fonds privés d'institutions québécoises engagées pour la finance durable.

Les leaders du G15+ notent que les travaux du PEV ont été alimentés par l'implication et l'expertise de plus de 75 experts de tous les secteurs de la société québécoise. Ils invitent le gouvernement à continuer à miser sur la concertation et le dialogue social afin de mobiliser les Québécoises et les

Québécois derrière la vision et les objectifs du PEV et de l'engagement à la carboneutralité d'ici 2050.

C'est à travers cette indispensable mobilisation que le gouvernement pourra également renforcer cette vision en y intégrant plus fortement la dimension sociale, notamment en matière de réduction des inégalités et de renforcement de la résilience des communautés.

-30-

À propos du G15+

Le collectif G15+ est composé de leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux du Québec. Créé en mars 2020 en réponse à l'appel lancé par le premier ministre Legault pour réfléchir à la façon dont le Québec pourra sortir plus fort et plus uni de cette crise sans précédent, le G15+ s'est mobilisé dans un élan inédit pour appuyer les efforts de relance de l'économie québécoise. Le groupe a répondu à l'appel à la relance du gouvernement du Québec en lui transmettant une série de propositions visant à soutenir les entreprises et les travailleuses et travailleurs, ainsi que leurs communautés, sur la base des grands objectifs sociaux, économiques et environnementaux qui font largement consensus au Québec. Il offre au gouvernement du Québec d'approfondir ce dialogue ensemble.

Les membres du G15+ : Conseil du patronat du Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Fondation David Suzuki, Chantier de l'économie sociale, Vivre en Ville, Propulsion Québec, Ordre des urbanistes du Québec, Écotech Québec, Équiterre, Fondation, Association des Groupes de Ressources Techniques du Québec, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, Institut du Québec, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement, Fédération des chambres de commerce du Québec, COPTICOM Stratégies et Relations publiques, Annie Chaloux, professeure à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et François Delorme, économiste et chargé de cours en économie de l'environnement à l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke.

Pour plus d'informations sur le G15+ et consulter les propositions du collectif:
<https://www.g15plus.quebec/>

Renseignements:

Christophe Aura
COPTICOM, Stratégies et Relations publiques
514-797-7986
caura@copticom.ca